

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS
DE L'ETAT
Bureau de l'environnement
et des espaces naturels

ARRETE D'AUTORISATION TEMPORAIRE

Société SITAL - STRASBOURG

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi précitée et notamment son article 23 ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des établissements classés ;
- VU la demande formulée par la Société SITAL dont le siège social se situe 22, rue de Cherbourg à STRASBOURG, en vue d'obtenir une autorisation temporaire pour exploiter une station de transit de déchets ménagers encombrants et de déchets industriels banals, rue de Dunkerque à STRASBOURG ;
- VU le rapport en date du 16 juin 1993 de l'ingénieur de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 6 juillet 1993 ;
- APRES communication du projet d'arrêté d'autorisation à la société requérante ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

.../...

A R R E T E

Article 1er. :

La Société Sital (siège social : 22, rue de Cherbourg à 67026 Strasbourg) est autorisée à exploiter pour une durée de 6 mois, une station de transit de déchets ménagers encombrants et de déchets industriels banals, rue de Dunkerque à Strasbourg. Cette installation est visée aux rubriques n° 322-A et 167-A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2. :

Cette installation sera située, aménagée et exploitée conformément au dossier déposé le 26 mai 1993.

Article 3. : Accident - Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

Article 4. : Cessation d'activité

Lors de la cessation des activités visées par le présent arrêté, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Prescriptions relatives à l'exploitation

Article 5.

La quantité maximale journalière de déchets industriels banals et d'objets encombrants admise sur le site sera de 140 tonnes.

Il sera tenu un registre d'entrée et de sortie (selon les destinations : revalorisation, décharge contrôlée, incinération,...) des déchets transitant par le site ; ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les déchets particuliers éventuellement amenés à la station de transit (déchets industriels spéciaux, en particulier) seront retournés à leur producteur. Le nom du producteur (à défaut, du transporteur), le numéro d'immatriculation du véhicule ayant amené ces déchets, leur type et leur quantité seront répertoriés sur un registre spécial. Un récapitulatif de ces déchets sera transmis hebdomadairement à l'inspection des installations classées.

Article 6. :

Toutes les opérations seront effectuées dans un hall fermé couvert dont le sol sera constitué d'une dalle en béton.

Ce hall sera équipé de portails fermés à clef en dehors des heures de service.

Un panneau indiquant le nom et l'adresse de la société exploitante et, les heures d'ouverture sera placé à proximité de chaque portail.

Article 7. :

Les aires de stockage et de tri seront vidées et nettoyées tous les soirs. Les opérations de nettoyage seront effectuées sans utilisation d'eau.

Toutes les dispositions seront prises pour éviter les envois de papiers et autres matériaux légers.

Article 8. :

La ventilation des locaux sera effectuée de manière à ne pas gêner le voisinage.

Article 9. :

Les niveaux sonores des engins de chantier devront être conformes à la réglementation en vigueur ; l'utilisation d'avertisseurs sonores sera interdite sauf danger immédiat.

Article 10. :

Les aires d'évolution des véhicules et des engins de chantier seront conçues pour éviter tous croisements dangereux.

Article 11. :

Avant leur sortie, il sera procédé à une vérification du respect des charges de transport autorisées, au nettoyage et au bâchage des conteneurs afin d'éviter tout envol entre le transit et le lieu de traitement ou de transit finaux.

Article 12. :

La protection incendie sera assurée par 2 extincteurs à poudre sur roues d'une capacité de 50 kg.

Une réserve de sable sera stockée à proximité immédiate de l'aire exploitée en tant que transit.

Article 13 :

Les consignes de sécurité de l'installation et du personnel seront affichées au bureau de contrôle, de même que les numéros de téléphone des services de secours et d'interventions.

Article 14 :

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

Article 15 :

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

Article 16 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai d'un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 17 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 18 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 19 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

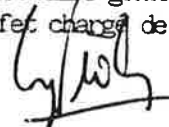
Article 20 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin
le maire de STRASBOURG
le directeur général de la Société SITAL
l'inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

STRASBOURG, le 27 JUIL. 1993

LE PREFET,
P. LE PREFET
P. Le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de son intérim,



Guy TRIDON

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
L'Attaché de Préfecture



Florence ROMROD



Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663
du 19 juillet 1976 relative aux
installations classées pour la
protection de l'environnement).

La présente décision peut être
déférée au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois
pour le demandeur ou l'exploitant.

Le délai commence à courir du jour
où la présente décision a été notifiée.